

Berne, le 28 mai 2019

Communiqué de presse

L'économie suisse dit clairement oui à l'accord-cadre

Enquête représentative de gfs.bern sur la relation de l'économie suisse avec l'UE

La sauvegarde des accords bilatéraux est la priorité de l'économie suisse. Une claire majorité soutient donc un accord-cadre avec l'Union Européenne (UE). C'est ce que montre une enquête représentative de l'Institut de recherche gfs.bern, réalisée sur mandat d'economiesuisse et d'Alliance économie-politique, auprès de plus de 1000 entreprises de 20 employé-e-s ou plus. L'économie suisse attend des effets positifs de l'accord-cadre, notamment en termes de sécurité de planification, et considère la protection salariale comme garantie.

Du point de vue de l'économie suisse, les accords bilatéraux sont absolument essentiels: 75% des entreprises de 20 employé-e-s ou plus en Suisse jugent les accords actuels avantageux, 16% sont indécises, alors que 4% les considèrent comme désavantageux. Lors de l'enquête, une grande majorité a considéré la sécurité du droit avec l'UE, qui va de pair avec les bilatérales, comme primordiale. Une constante: plus une entreprise a d'employé-e-s, plus les accords sont importants pour elle.

Une majorité claire soutient l'accord institutionnel

Des décisions déterminantes sur l'accord-cadre sont attendues ces prochaines semaines du côté politique. En interrogeant concrètement l'économie, le résultat est que 67% des entreprises suisses de 20 employé-e-s ou plus soutiennent l'accord institutionnel sous sa forme actuelle. Seules 20%, donc une claire minorité, se prononceraient contre. Le refus est moins marqué que constaté en début d'année auprès des citoyens suisses (35%). Une approbation majoritaire de l'accord-cadre est présente dans toutes les branches et dans des entreprises de toutes tailles.

Divers arguments pour un accord-cadre

Les entreprises suisses soulignent en majorité que sans accord institutionnel, l'industrie d'exportation souffrirait d'un accès toujours plus difficile au marché d'exportation européen, et que l'économie suisse perdrait en importance. Quant à l'UE, elle devrait faire face à des sanctions douloureuses sans accord. Des effets positifs de l'accord institutionnel sont attendus en termes de sécurité de planification, et la protection salariale est considérée comme toujours garantie. Toutes les personnes interrogées rejettent l'avis selon lequel le Conseil fédéral peut négocier une meilleure solution que celle sur la table.

Pour Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, les résultats de l'enquête équivalent à un mandat: «L'enquête montre très clairement que l'accord-cadre est dans l'intérêt des entreprises suisses. L'organisation faîtière économique economiesuisse soutient donc une avancée rapide de l'accord institutionnel, et appelle le Conseil fédéral à éclaircir rapidement les points en suspens».

L'économie doit s'engager davantage dans le débat européen

Pour Philip Mosimann, président du conseil d'administration de Bucher Industries AG et représentant d'Alliance économie-politique, c'est tout aussi clair: «L'économie suisse a besoin de l'accord-cadre. Et l'accord-cadre a besoin de l'économie suisse. Il est nécessaire et urgent que les entreprises s'engagent davantage». Ce n'est qu'ainsi que la majorité de la population aussi peut être convaincue par l'accord-cadre.

Cette affirmation coïncide avec les résultats de l'enquête représentative. Des majorités issues de l'économie suisse exigent un engagement renforcé de leurs propres milieux dans le débat suisse sur l'Europe. 67% désirent un engagement actif de l'économie, alors que seulement 2% adoptent la position contraire, et ne veulent aucun engagement en ce sens.

Renseignements:

Alliance EP: info@alliance-ep.ch

economiesuisse: Michael Wiesner, tél. +41 79 479 72 89, michael.wiesner@economiesuisse.ch

À propos d'Alliance EP

Alliance EP est une initiative privée indépendante des partis politiques qui s'engage en faveur de conditions-cadres optimales et d'une place économique suisse forte. Pour Alliance EP, il est essentiel que les milieux politiques et l'administration aient accès à des informations indépendantes des partis politiques, de l'actualité et non filtrées provenant des hautes sphères économiques et académiques.

À propos d'economiesuisse

economiesuisse est la faîtière de l'économie suisse. Elle défend les intérêts de ses membres dans tous les domaines de la politique économique et s'engage en faveur de conditions-cadres optimales. economiesuisse fédère 100 organisations de branche, 20 Chambres cantonales de commerce et quelques sociétés individuelles. L'organisation représente, au total, 100 000 entreprises suisses de toutes les branches et quelque deux millions d'emplois.

Conférence de presse
L'économie suisse, l'UE et l'accord-cadre
Mardi 28 mai 2019

Seul le texte prononcé fait foi.

Une chance à saisir, sans plus tarder !

Les milieux économiques attendent du Conseil fédéral qu'il passe la vitesse supérieure en ce qui concerne l'accord-cadre

Monika Rühl, présidente de la direction d'economie suisse

Mesdames et Messieurs,

Les résultats de cette enquête confirment une fois de plus le soutien toujours élevé des entreprises aux accords bilatéraux et à l'Union européenne. Ce soutien se manifeste dans toutes les branches et indépendamment de la taille des entreprises représentées dans l'échantillon. Pour nous qui sommes constamment en contact avec des dirigeants d'entreprise, ce n'est pas une surprise bien sûr. Une étude de la Fondation Bertelsmann publiée début mai conclut que, entre tous les pays, c'est la Suisse, un non-membre de l'UE, qui bénéficie le plus du marché intérieur européen. Son accès privilégié au marché intérieur de l'UE est donc particulièrement intéressant. Cet accès est unique en son genre, taillé sur mesure et garanti par les accords bilatéraux. Du point de vue économique, les accords bilatéraux sont sans aucun doute très avantageux pour notre pays.

Les entreprises tirent largement profit des avantages procurés par les accords bilatéraux. Vous avez entendu les propos de M. Urs Bieri : pour trois entreprises sur quatre, les accords bilatéraux comportent une majorité d'avantages voire exclusivement des avantages. Aux yeux des entreprises, les accords bilatéraux ont gagné en importance pour la place économique suisse depuis la précédente enquête, il y a un an. Pour plus des deux tiers des entreprises, la sécurité juridique dans les relations avec l'UE est absolument vitale. Aujourd'hui, il est tout aussi clair que seul un accord-cadre peut garantir et améliorer la sécurité juridique. Je reviendrai à l'accord-cadre dans un instant. Permettez-moi de commencer par les opinions exprimées sur l'avenir des accords bilatéraux.

Le statu quo n'est pas une option

Au premier regard, les avis semblent ambivalents. D'un côté, près d'une entreprise sur deux interrogées souhaite que les relations contractuelles avec l'UE restent au niveau actuel. Autrement dit, la satisfaction avec les relations actuelles entre la Suisse et l'UE est grande. D'un autre côté, il est également clair pour les entreprises qu'un développement de nos relations avec l'UE est

incontournable. Elles voient bien qu'elles peuvent profiter des accords bilatéraux existants encore quelques années – plus ou moins longtemps selon la branche – avant que la compétitivité internationale de la Suisse s'érode et que l'économie suisse perde du terrain.

La question qui se pose est celle de savoir comment faire évoluer nos relations avec l'UE. Les entreprises privilégient un accord-cadre, l'adhésion à l'EEE ou – c'est un peu moins net – une collaboration sur la base des accords bilatéraux sans possibilité d'adaptation. Force est de constater que le statu quo n'est pas une option sur la durée. Rester les bras croisés et reporter la décision aux calendes grecques ne fera pas avancer la Suisse. Bien au contraire. La fenêtre actuelle pour un accord à l'amiable avec l'UE se maintiendra jusqu'à l'été au maximum.

Le Conseil fédéral est appelé à aller de l'avant rapidement

D'après les articles dans les médias, le Conseil fédéral envisagerait d'attendre que la votation sur l'initiative dite « de limitation » soit passée, en 2020, pour prendre position sur l'accord-cadre. Une telle décision serait très inquiétante pour les milieux économiques suisses ; ils ne la soutiendraient pas. En effet, si le Conseil fédéral ne se décide pas à clarifier sa position sur l'accord-cadre et à le signer, il prend le risque que la Suisse subisse des désavantages majeurs. La participation de la Suisse au marché intérieur européen se détériorerait considérablement à moyen terme. Les premières conséquences seraient probablement que l'UE cesserait de reconnaître l'équivalence de la réglementation boursière suisse et de mettre à jour des accords existants. Nous risquons ainsi des désavantages du côté des obstacles techniques au commerce et notre participation à des programmes-cadre de recherche de l'UE serait remise en question. Par ailleurs, la conclusion de l'accord sur l'électricité resterait bloquée et il serait peu probable que l'équivalence de la loi suisse sur la protection des données soit reconnue l'an prochain.

Les risques sont bien tangibles : il est déjà arrivé par le passé que la Commission européenne prenne des mesures de rétorsion. Ainsi, elle a cessé d'actualiser les obstacles techniques au commerce, la Suisse a perdu momentanément le statut de partenaire pleinement associé au programme de recherche Horizon 2020, la reconnaissance de l'équivalence boursière suisse a été levée et, enfin, la Suisse a été affectée par des mesures protectionnistes de l'UE visant les importations d'acier et d'aluminium. De plus, en janvier, la Commission européenne a indiqué, dans une directive interne, qu'elle prendrait désormais des décisions positives sur l'accès au marché de la Suisse uniquement en présence d'une obligation légale et d'un intérêt prépondérant de l'UE. Rien ne permet d'indiquer que l'UE ait abandonné cette politique d'érosion. Si cette érosion se poursuit, l'accès de nombreuses entreprises suisses à leur principal marché d'exportation, l'UE, se détériorera. La place économique suisse en pâtirait structurellement, déjà à moyen terme. Dès lors que l'avenir de la voie bilatérale serait menacé, tous les domaines d'exportation de la Suisse seraient concernés à terme.

Sur le plan intérieur, une dégradation des relations entre la Suisse et l'UE serait très désavantageuse pour la campagne de votation, à venir, contre l'initiative dite « de limitation » de l'UDC.

La proposition actuelle d'accord-cadre permettrait à la Suisse de continuer à participer au marché intérieur en bénéficiant de conditions identiques dans une série de secteurs. Il n'y a aucune raison de laisser passer cette opportunité. Le Conseil fédéral est appelé à aller de l'avant rapidement.

Nous attendons du Conseil fédéral qu'il clarifie sans tarder les questions encore en suspens après la consultation et qu'il prenne position favorablement sur l'accord-cadre. Nous avons adressé un courrier dans ce sens aux Conseillers fédéraux début mai. Les enjeux sont nos relations futures avec notre principal partenaire commercial et l'accès au principal marché d'exportation des entreprises suisses.



Vorteile der Bilateralen mit einem Rahmenabkommen in die Zukunft führen

Kurzbericht zur Befragung von Schweizer Unternehmen

Projektteam

Urs Bieri: Politik- und Medienwissenschaftler

Jonas Kocher: Politikwissenschaftler

Alexander Frind: Politikwissenschaftler

José Kress: Soziologe

Daniel Bohn: Fachinformatiker Anwendungsentwicklung

Noah Herzog: Administration

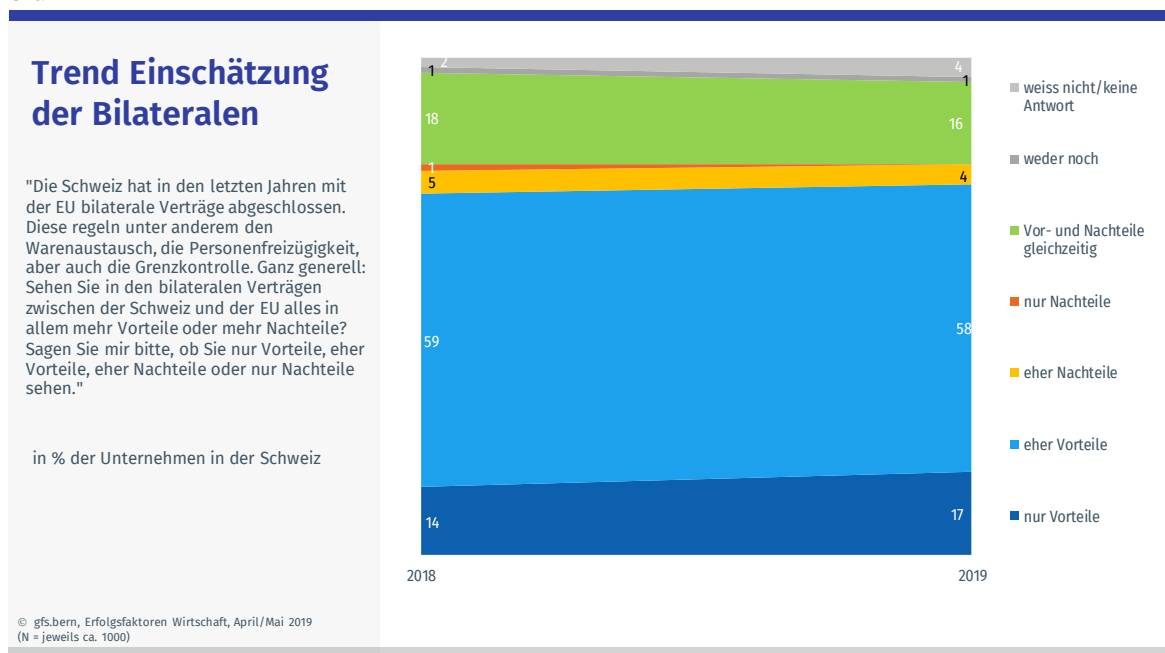
1 Beurteilung Bilaterale Verträge



- Die aktuellen Bilateralen Verträge sind aus Sicht der Schweizer Unternehmen klar mehrheitlich vorteilsbehaftet und wichtig für das Unternehmen. Gegenstimmen sind branchen- und unternehmensgrößenübergreifend nur minderheitlich vorhanden. Die seit einem Jahr sichtbar laufende öffentliche Diskussion rund um das institutionelle Abkommen mit der EU hat unter Unternehmen die wohlwollende Beurteilung der bisherigen Verträge bestärkt.
- Mit deutlicher Mehrheit wird die mit den Bilateralen verbundene Vertragssicherheit gegenüber der Europäischen Union begrüsst.

Ungebrochen haben die Schweizer Unternehmen eine sehr breite Vorteilssicht auf die Bilateralen. 75 Prozent aller Unternehmen in der Schweiz verbinden die aktuellen Verträge mehr oder weniger dezidiert mit Vorteilen, während marginale 4 Prozent eine Nachteilssicht äussern. 16 Prozent der Unternehmen können sich zwischen den Positionen nicht entscheiden.

Grafik 1

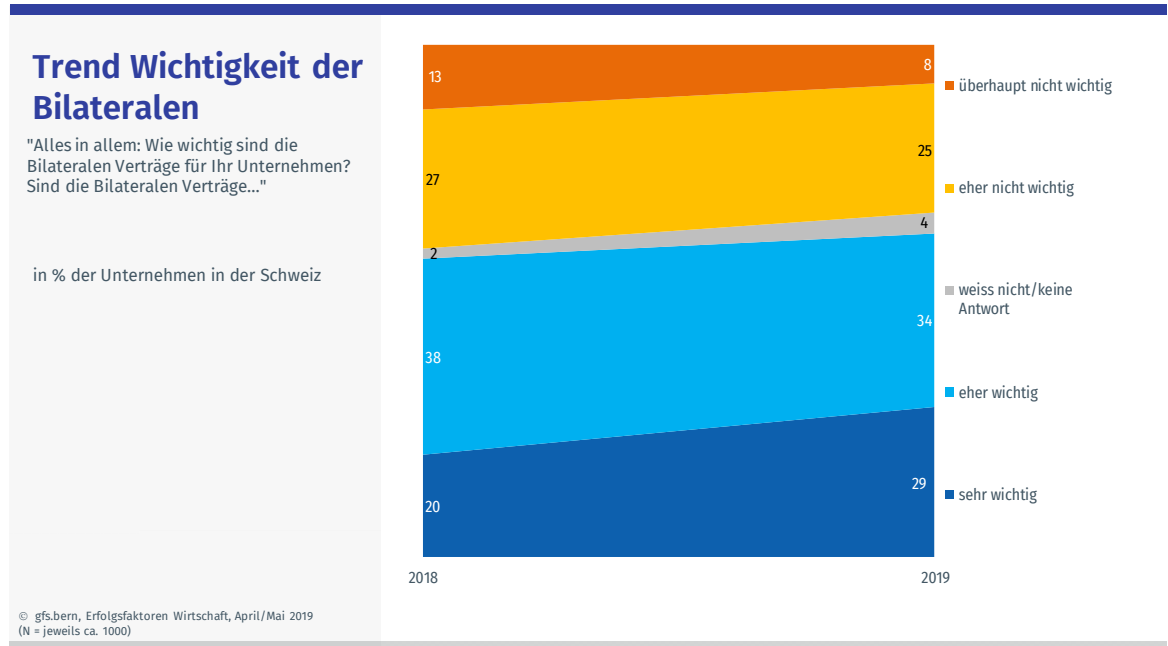


Nach wie vor geht diese Vorteilssicht weiter, als wir es in einer themenverwandten Bevölkerungsbefragung aus dem Frühling 2019 beobachtet haben. Auf Bevölkerungsebene äusserten sich 59 Prozent gegenüber den Bilateralen mehr oder weniger vorteilhaft, während 19 Prozent eine kritische Position einnahmen.

Insgesamt finden sich auch in Unterscheidung verschiedener Branchen und Unternehmensgrößen keine konträren Meinungsbilder – die Vorteilssicht dominiert überall.

Auf einer solchen Basis überrascht es nicht, dass die Bilateralen Verträge für das eigene Unternehmen als sehr bis eher wichtig eingestuft werden.

Grafik 2



Im Jahr 2019 beurteilen 63 Prozent aller Unternehmensvertreter die Bilateralen Verträge als sehr oder eher wichtig, während minderheitliche 33 Prozent wenig bis gar keine Wichtigkeit für ihr Unternehmen sehen. Seit 2018 ist die wahrgenommene Wichtigkeit angewachsen und die Beurteilung als unwichtig geschrumpft. Auch hier erkennen wir die gleiche Entwicklung wie Anfang des Jahres in einer Befragung unter der Bevölkerung: Rund um die Diskussion zum Rahmenabkommen wurden sich sowohl Bevölkerung als auch die Unternehmen der hohen Bedeutung der Bilateralen noch stärker bewusst.

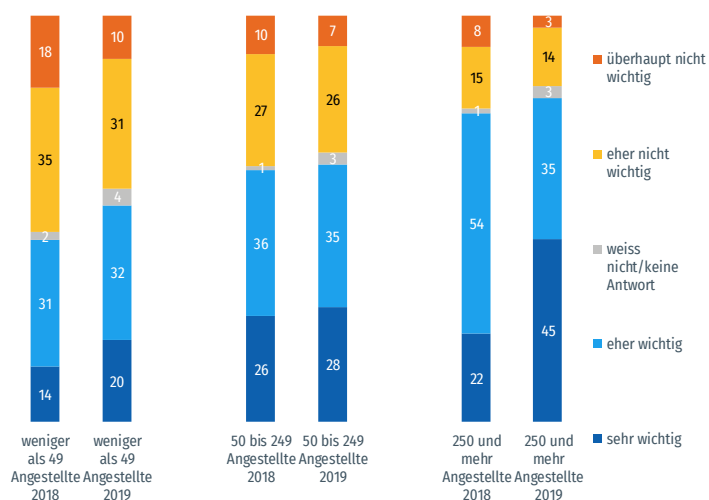
Wie schon im Jahr 2018 gilt ungebrochen: Je mehr Mitarbeitende ein Unternehmen hat, desto wichtiger werden die Verträge für das eigene Unternehmen eingestuft.

Grafik 3

Trend Wichtigkeit der Bilateralen nach Unternehmensgrösse

"Alles in allem: Wie wichtig sind die Bilateralen Verträge für Ihr Unternehmen?"

in % der Unternehmen in der Schweiz



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019
(N = jeweils ca. 1000)

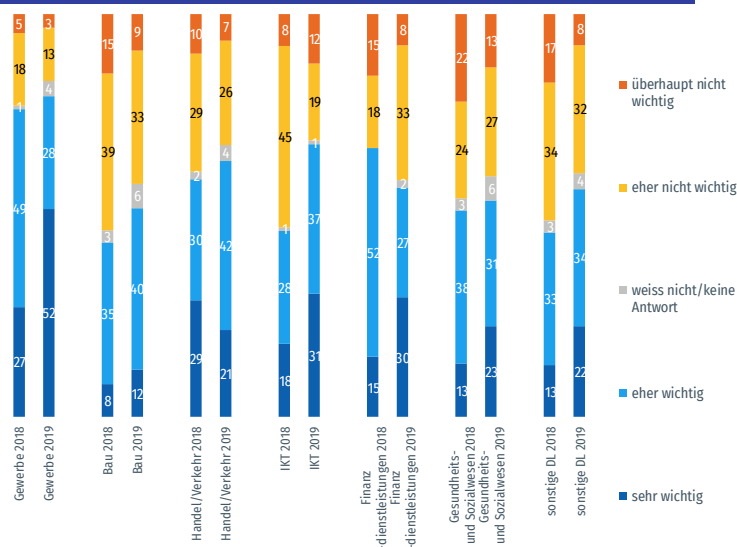
Innerhalb der untersuchten Branchen beobachten wir überall eine mehrheitliche Wichtigkeitszuordnung und Entwicklung in Richtung erhöhter Wichtigkeit.

Grafik 4

Trend Wichtigkeit der Bilateralen nach Branche

"Alles in allem: Wie wichtig sind die Bilateralen Verträge für Ihr Unternehmen?"

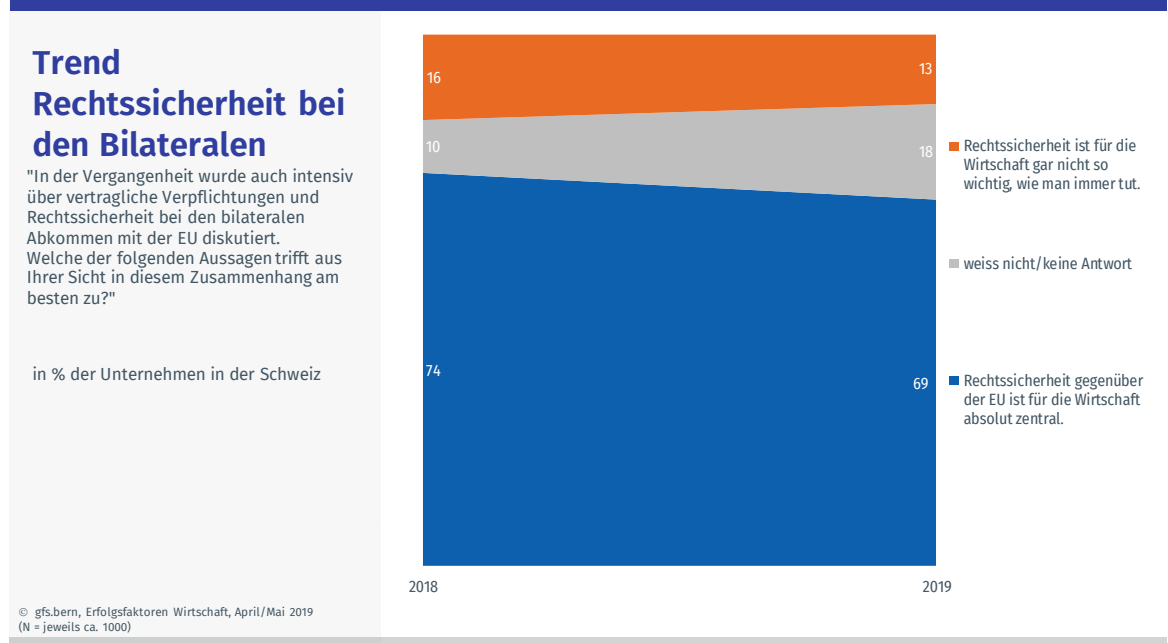
in % der Unternehmen in der Schweiz



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019
(N = jeweils ca. 1000)

Auch 2019 wird die Rechtssicherheit gegenüber der EU mit grosser Mehrheit als zentral erachtet. Die gegenteilige Ansicht bleibt eine klare Minderheitsmeinung, denn nur 13 Prozent der Unternehmen schätzen die Rechtssicherheit als nicht zentral für die Wirtschaft ein.

Grafik 5



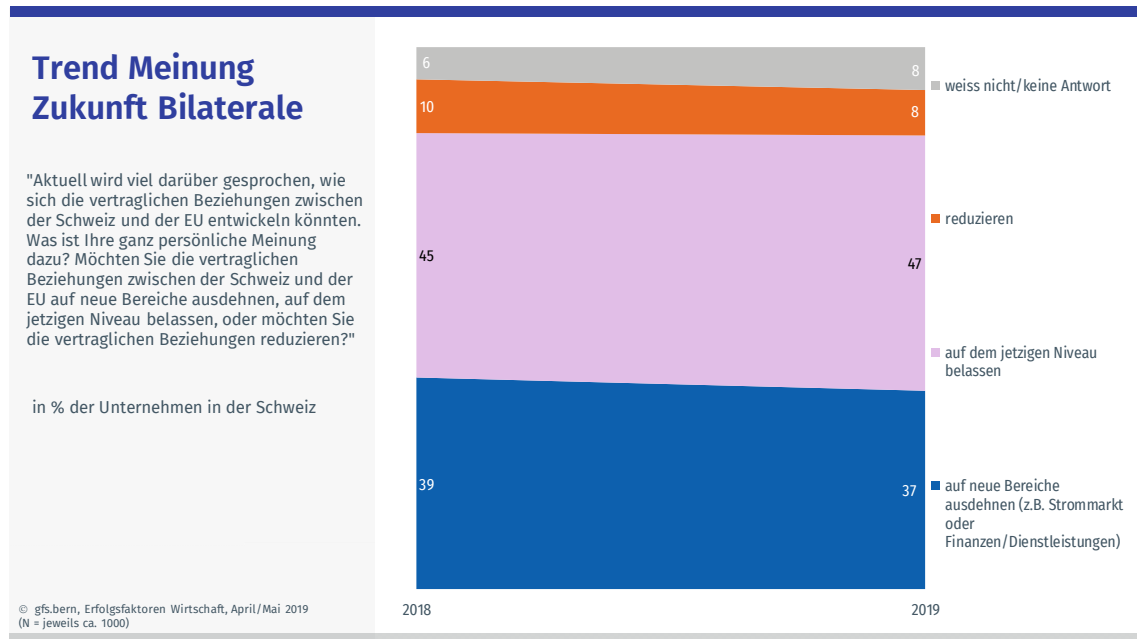
2 Beurteilung Szenarien



- Solange die Bilateralen Verträge die aktuellen Vorteile weiterhin gewährleisten, braucht es aus Sicht der Schweizer Wirtschaft nicht unbedingt eine Anpassung. Da eine solche Stabilität im Guten aber nicht gegeben bleibt, ist die Anpassung aus Sicht der Schweizer Wirtschaft mittelfristig unumgänglich: Bei Verzicht schwinden die Vorteile der Bilateralen und aus Unternehmenssicht nimmt damit die internationale Wettbewerbsfähigkeit immer mehr ab.
- Bei freier Auswahl aus verschiedenen Szenarien erscheinen Entwicklungen in Richtung eines EWR-Beitritts oder institutionellen Abkommens knapp mehrheitlich attraktiv, während gerade das in der Bevölkerung mehrheitlich geteilte Freihandelsabkommen für Güter und Dienstleistungen in der Schweizer Wirtschaft deutlich verworfen wird.

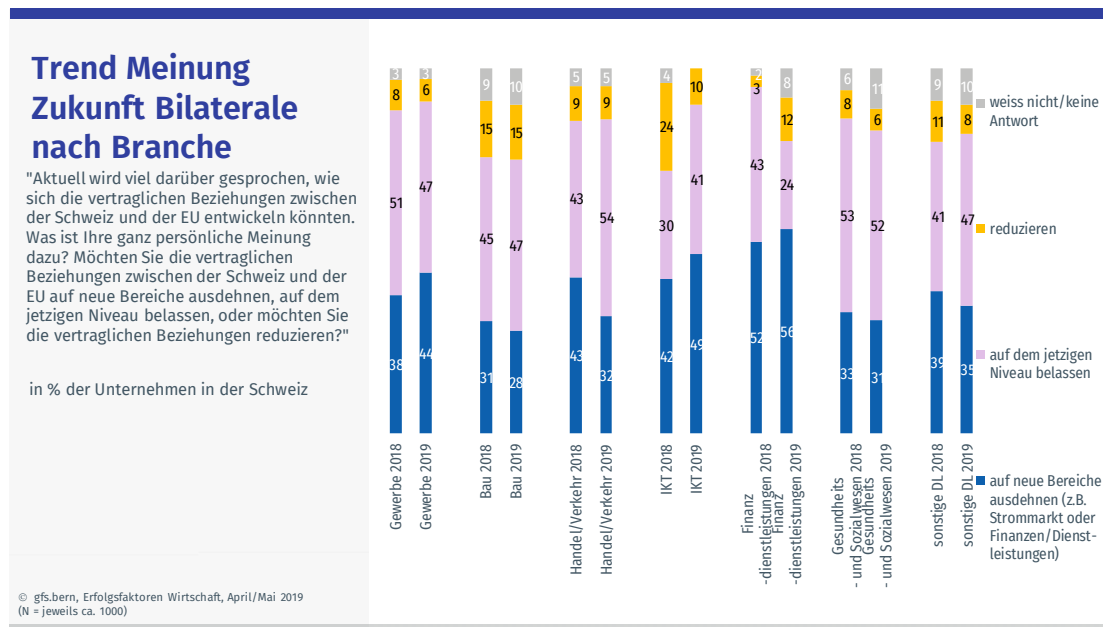
Auf dieser wohlwollenden Basis beurteilen Vertreter der Schweizer Wirtschaft aktuell diskutierte Reformabsichten rund um die Verträge.

Grafik 6



Insgesamt erstaunt es nicht, dass der grösste Teil der Befragten den zufriedenstellenden Status quo an erster Stelle begrüsst. Wenn eine Veränderung gewünscht wird, geht sie sichtbar häufiger Richtung Ausdehnung auf neue Bereiche, während eine Reduktion weg vom Status quo nur marginal gewünscht wird.

Grafik 7

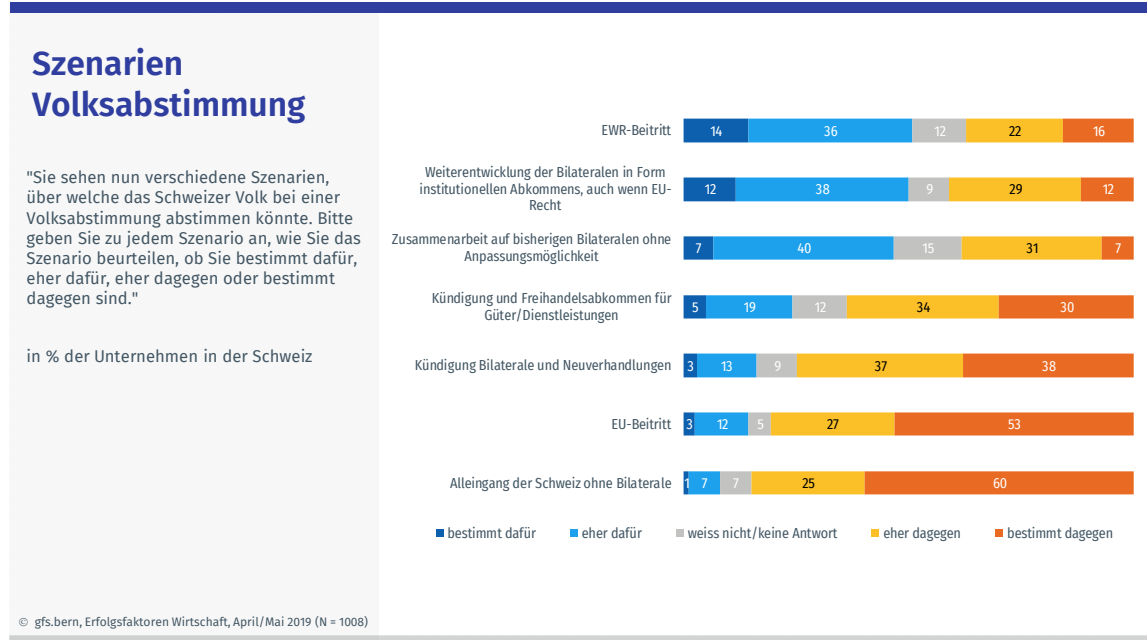


Sichtbar häufiger wird eine Ausdehnung auf neue Bereiche in den Branchen der Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT) sowie Finanz- und Versicherungsdienstleistungen gewünscht, was die Direktbetroffenheit als Entscheidunggeber in solchen Fragen unterstreicht. In keiner Branche finden wir namhaft geteilte Reduktionswünsche. Der stärkste Reduktionswunsch findet sich in der

Baubranche, wo sich 15 Prozent für eine Reduktion gegenüber dem Status quo aussprechen.

Wenn sich aber der Status quo nur mit negativen Folgen erhalten lassen würde, würden ihn die Vertreter von Schweizer Unternehmen aber nicht in letzter Konsequenz verteidigen.

Grafik 8

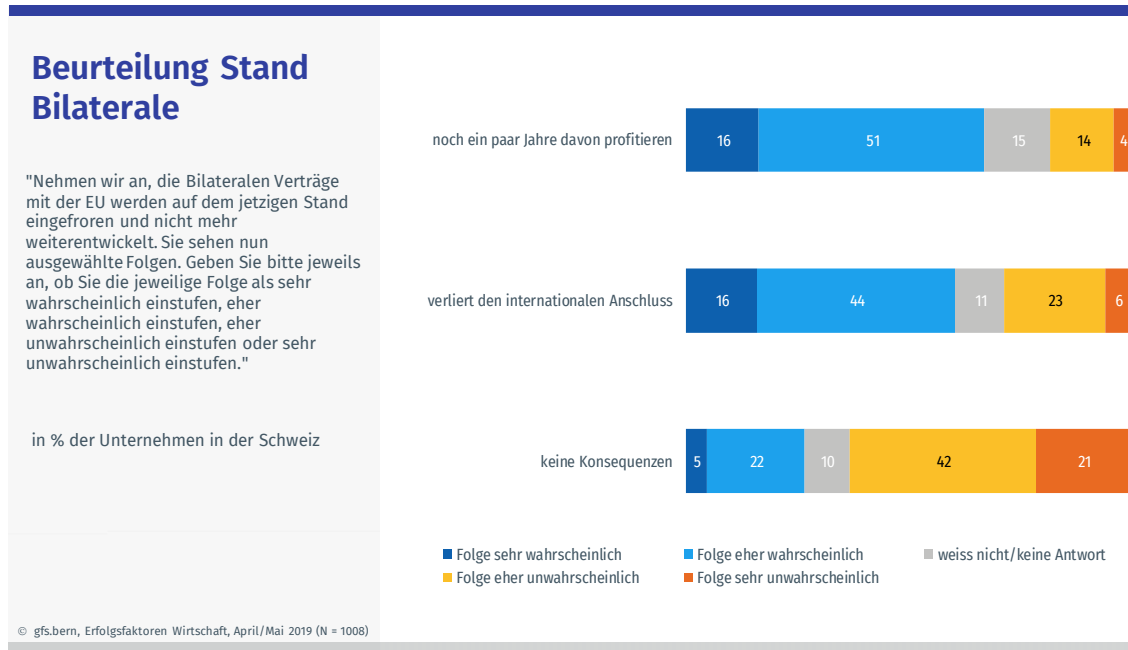


So geniesst sowohl eine Weiterentwicklung in Richtung EWR-Beitritt als auch die Weiterentwicklung der Bilateralen in Richtung eines institutionellen Abkommens, auch wenn damit die Übernahme von EU-Recht verbunden ist, knapp mehrheitliche Zustimmung. Erst an dritter Stelle, und knapp nicht mehrheitlich geteilt, stehen die bisherigen Bilateralen, ohne weitere Anpassungsmöglichkeiten in Zukunft.

Alle anderen abgefragten Szenarien, insbesondere auch das in der Bevölkerung mit knapper Mehrheit gestützte reine Freihandelsabkommen für Güter und Dienstleistungen, haben unter Schweizer Unternehmen keine Mehrheiten.

Dass die Schweizer Wirtschaft mehrheitlich bereit ist, über mögliche Weiterentwicklungen nachzudenken, hat nicht zuletzt damit zu tun, dass der Status quo aus Ihrer Sicht in Zukunft auf lange Sicht nicht tragfähig ist.

Grafik 9



Die Befragten gehen nämlich davon aus, dass man zwar noch einige Jahre vom Bestehenden profitieren kann, aber immer mehr den internationalen Anschluss verliert. Diese Einschätzung findet sich mehrheitlich ebenfalls in allen Branchen und innerhalb aller Unternehmensgrößen. Einen Verzicht auf eine Weiterentwicklung ohne Konsequenzen gibt es aus Sicht der Schweizer Wirtschaft nicht.

3 Beurteilung institutionelles Rahmenabkommen



- Die Schweizer Wirtschaft steht mehrheitlich hinter dem aktuell diskutierten institutionellen Rahmenabkommen.
- Mit der Akzeptanz ist hauptsächlich das Ansinnen verbunden, die vorteilsbehafteten Bilateralen in die Zukunft zu retten. Die Wahrnehmung des institutionellen Abkommens als Knechtschaftsvertrag fördert hingegen eine kritische Sicht.

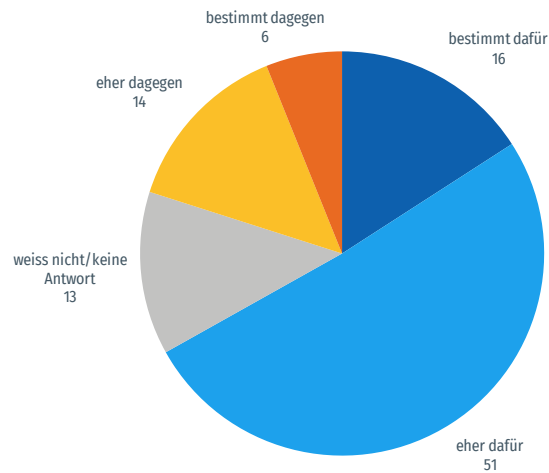
Wird das Rahmenabkommen in der aktuell diskutierten Form direkt adressiert, bestätigen sich die grundsätzlichen Mehrheiten für eine Weiterentwicklung der Bilateralen auch im Konkreten.

Grafik 10

Akzeptanz institutionelles Abkommen Schweiz-EU

"Würde ein solches institutionelles Abkommen Schweiz-EU zur Abstimmung kommen, wären Sie dann bestimmt dafür, eher dafür, eher dagegen oder bestimmt dagegen?"

in % der Unternehmen in der Schweiz



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008)

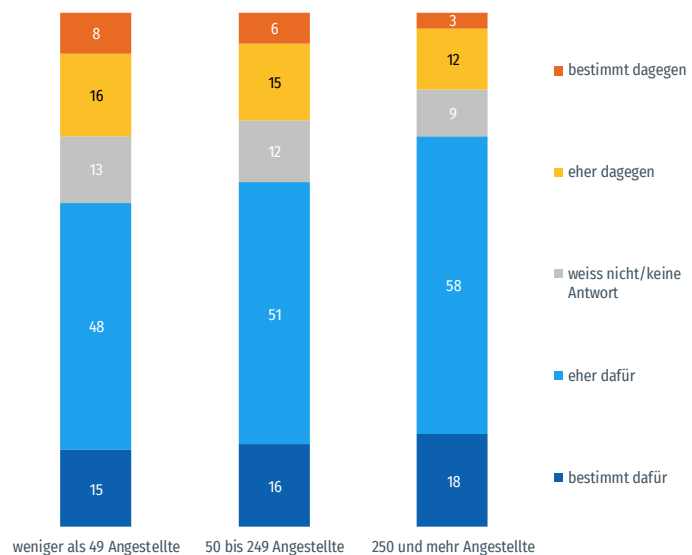
67 Prozent der Schweizer Unternehmen können sich vorstellen, ein institutionelles Rahmenabkommen in der aktuell diskutierten Form mehr oder weniger stark zu befürworten, während klar minderheitliche 20 Prozent dagegen eintreten würden. Dabei erscheint insbesondere die Ablehnung weniger stark ausgeprägt, als wir dies für die Schweizer Stimmberechtigten Anfang des Jahres festgehalten haben (35%).

Grafik 11

Stimmabsicht nach Unternehmensgrösse

"Würde ein solches institutionelles Abkommen Schweiz-EU zur Abstimmung kommen, wären Sie dann bestimmt dafür, eher dafür, eher dagegen oder bestimmt dagegen?"

in % der Unternehmen in der Schweiz



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008), sig.

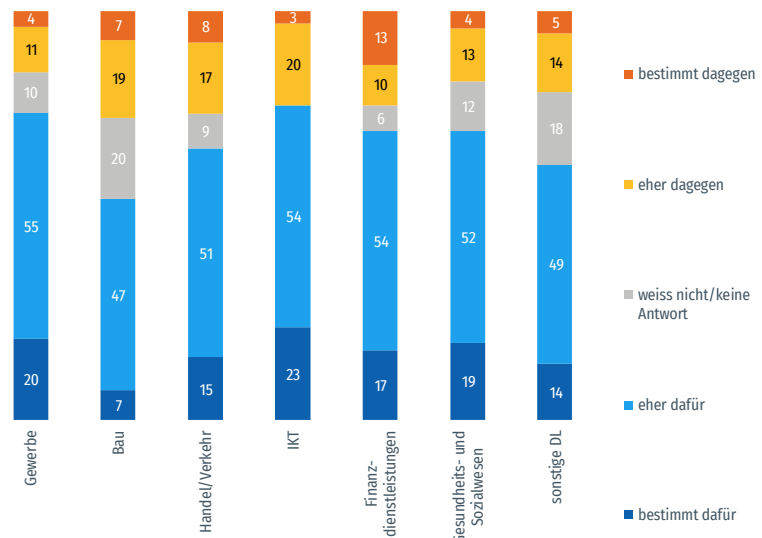
Mehrheitliche Zustimmung findet sich innerhalb von allen Branchen und Unternehmensgrössen, wenn auch die Akzeptanz mit zunehmender Grösse zunimmt und in der Baubranche unterdurchschnittlich, aber immer noch mehrheitlich ist.

Grafik 12

Stimmabsicht nach Branche

"Würde ein solches institutionelles Abkommen Schweiz-EU zur Abstimmung kommen, wären Sie dann bestimmt dafür, eher dafür, eher dagegen oder bestimmt dagegen?"

in % der Unternehmen in der Schweiz



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008), sig.

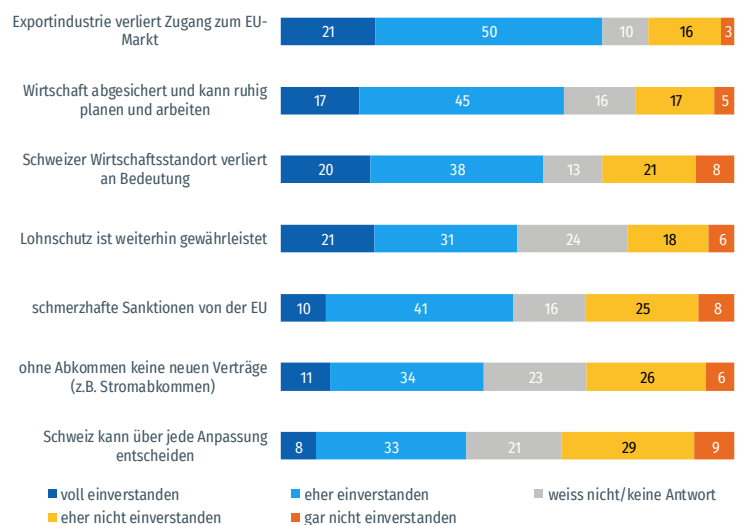
Diese positive Einschätzung des institutionellen Abkommens wird von einer ganzen Reihe mehrheitlich geteilter Argumente gestützt:

Grafik 13

Zustimmung Pro-Argumente institutionelles Abkommen Schweiz-EU

"Sie sehen hier einige Argumente rund um das institutionelle Abkommen Schweiz-EU, die man immer wieder hören kann. Geben Sie bitte jeweils an, ob Sie damit voll einverstanden, eher einverstanden, eher nicht einverstanden oder gar nicht einverstanden sind."

in % der Unternehmen in der Schweiz



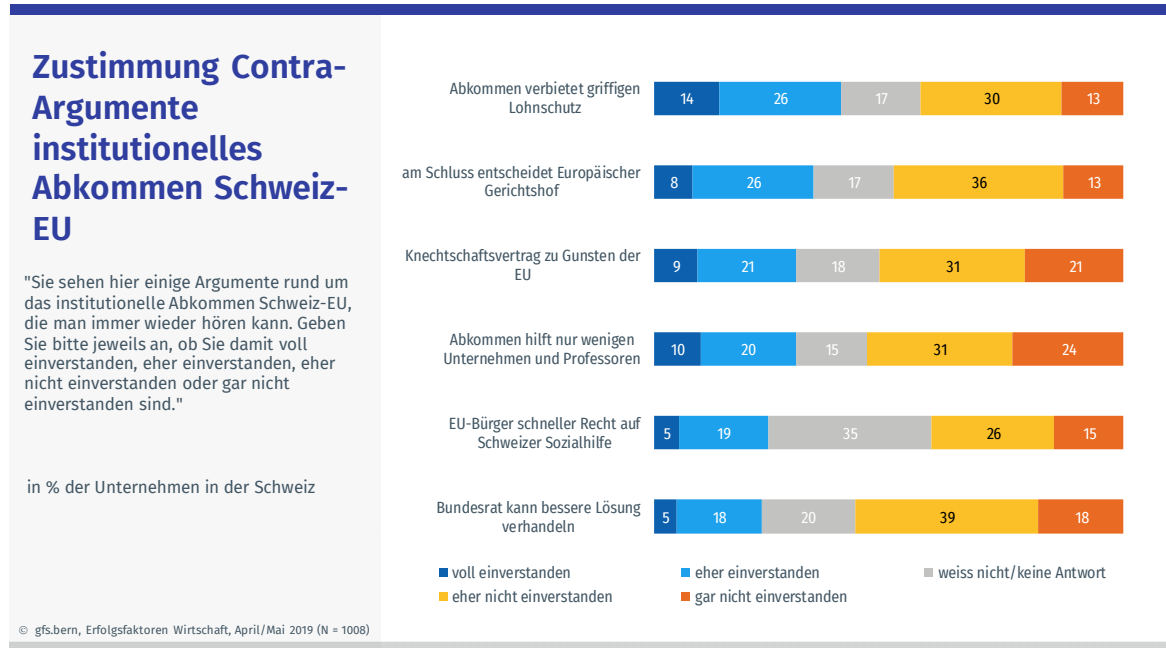
© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008)

So betonen unter den Schweizer Unternehmen Mehrheiten, dass die Exportindustrie ohne institutionelles Abkommen unter einem immer weniger guten Zugang zum EU-Exportmarkt leidet, die Schweizer Wirtschaft an Bedeutung verliert und seitens der EU bei Verzicht auf das Abkommen mit schmerzhaften Sanktionen gerechnet werden muss. Positive Effekte durch das institutionelle Abkommen werden bei der Planungssicherheit erwartet, während der Lohnschutz immer noch als gewährleistet eingestuft wird.

Unsicherheit ohne klare Mehrheiten erkennen die befragten Unternehmen bei der Einschätzung, ob es auch ohne institutionelles neue Verträge mit der EU geben wird

respektive ob die Schweiz auch mit dem Rahmenabkommen noch über jede Anpassung einzeln entscheiden kann.

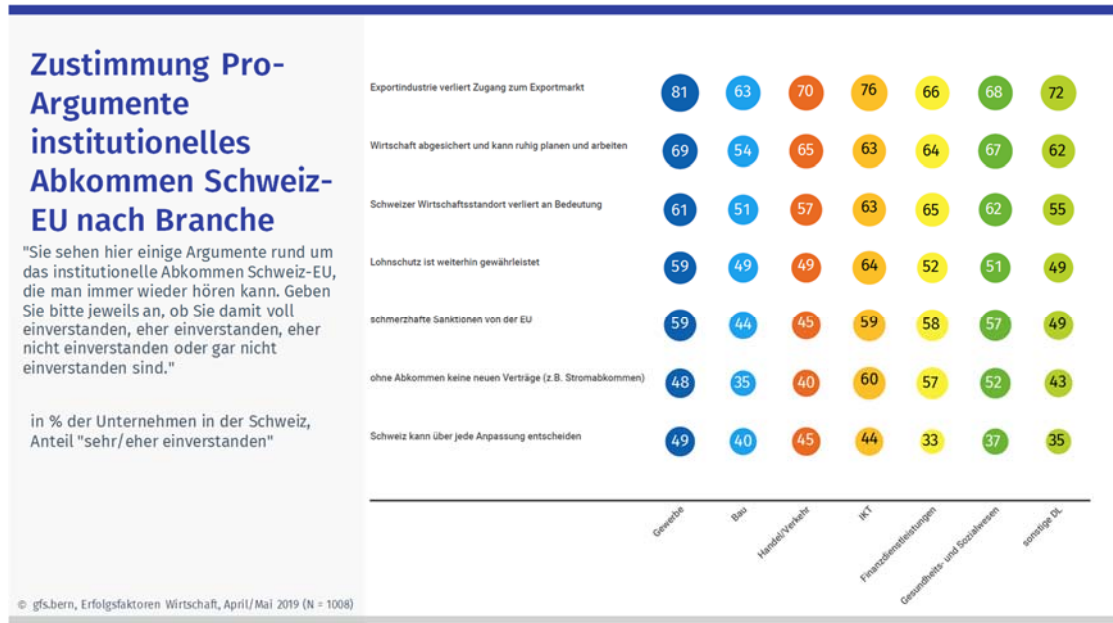
Grafik 14



Auf der Contra-Seite finden sich keine mehrheitlich geteilten Argumente. Gerade die beiden auf Bevölkerungsebene breit geteilten Aussagen, dass das Abkommen griffigen Lohnschutz verbietet und der Vertrag inhaltlich als Knechtschaftsvertrag der EU taxiert werden kann, werden mehrheitlich verworfen. Explizit verworfen wird zudem die Ansicht, dass der Bundesrat eine bessere Lösung als die vorliegende verhandeln kann.

Innerhalb der einzelnen Branchen und Unternehmensgrössen finden sich bezüglich der Beurteilung der Argumente nur leichte Unterschiede, ohne dass sich ein anderes grosses Bild ergibt.

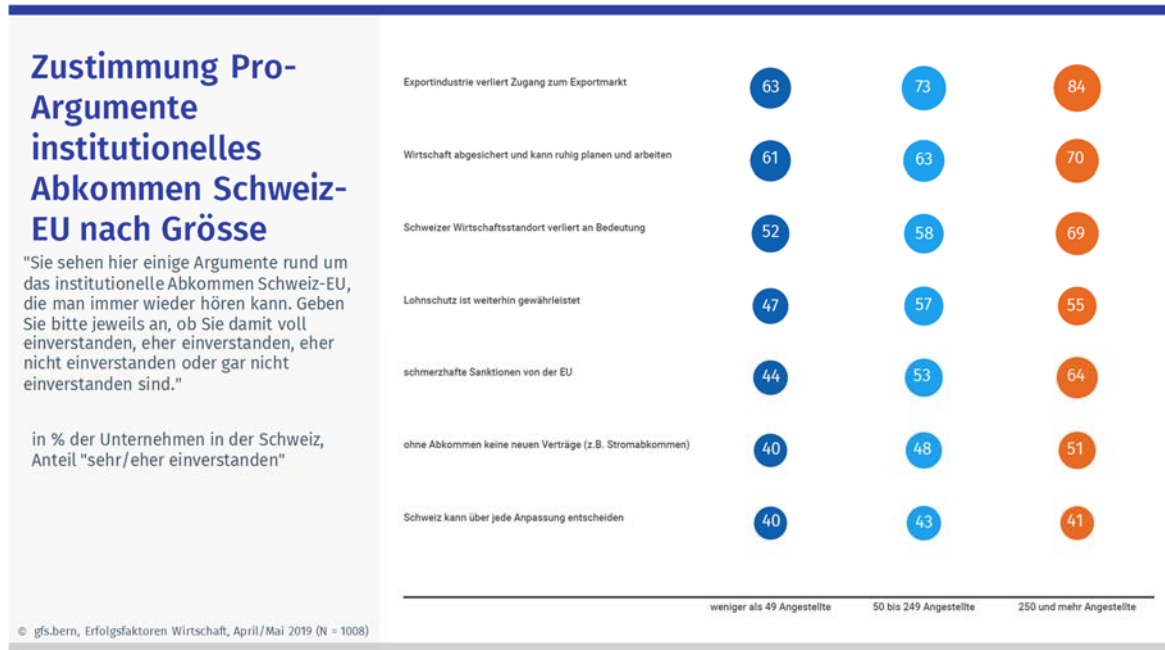
Grafik 15



Im Hinblick auf die Pro-Argumente zeigt sich die Baubranche in der Zustimmung zurückhaltender als die übrigen untersuchten Branchen, denn die durchschnittliche Zustimmung zu allen Pro-Argumenten beträgt 48 Prozent. Die Wichtigkeit des Zugangs zu Exportmärkten, Planungssicherheit für die Wirtschaft und ein möglicher Bedeutungsverlust des Standortes sind aber auch in der Baubranche unbestritten. Besonders stark unterstützt werden die Pro-Botschaften zum institutionellen Abkommen von der Informations- und Kommunikationstechnologie und dem Gewerbe (durchschnittliche Zustimmung jeweils 61%).

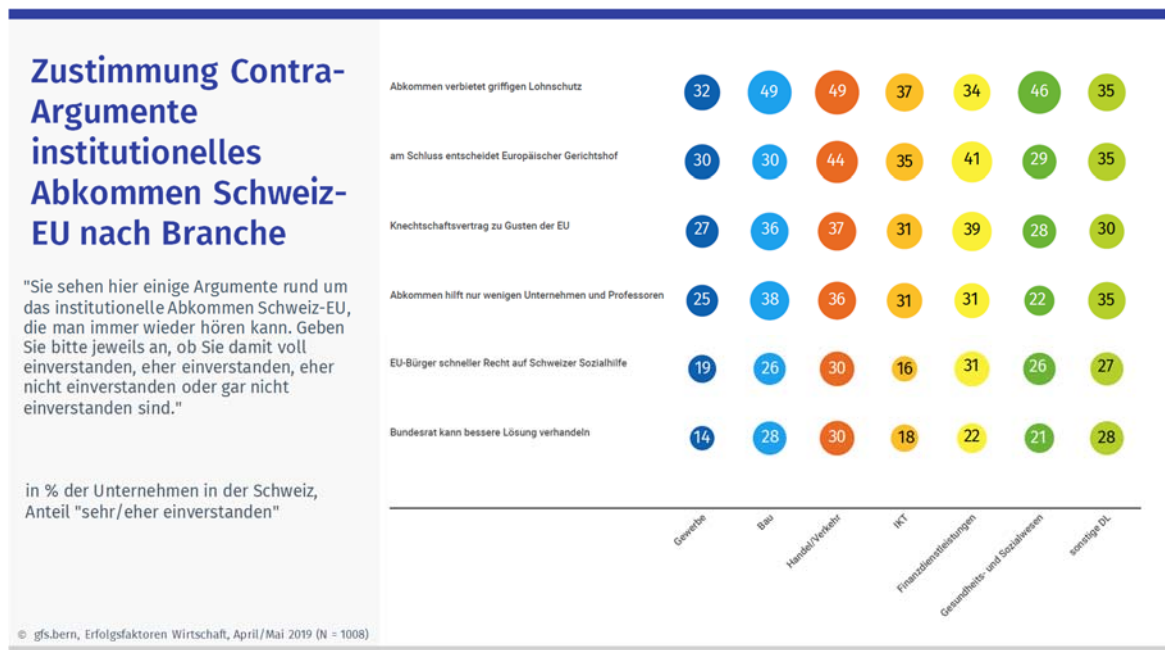
Die Zustimmung zu den einzelnen Pro-Argumenten steigt mit der Unternehmensgrösse und in fast allen Fällen grosse Unternehmen mit mehr als 250 Mitarbeitenden eine besonders starke Zustimmung auf.

Grafik 16



Auf der gegnerischen Seite findet keine Botschaft eine Mehrheit in den einzelnen Branchen. Im Branchenvergleich zeigen die Baubranche und der Handel beziehungsweise das Verkehrswesen erhöhte Zustimmungswerte.

Grafik 17



Analog zur hohen Zustimmung zu den Pro-Argumenten fällt die Beurteilung der Contra-Argumente durch die grossen Unternehmen (mehr als 250 Mitarbeitende) tiefer als bei Unternehmen mit weniger Mitarbeitenden.

Grafik 18

Zustimmung Contra-Argumente institutionelles Abkommen Schweiz-EU nach Grösse

"Sie sehen hier einige Argumente rund um das institutionelle Abkommen Schweiz-EU, die man immer wieder hören kann. Geben Sie bitte jeweils an, ob Sie damit voll einverstanden, eher einverstanden, eher nicht einverstanden oder gar nicht einverstanden sind."

in % der Unternehmen in der Schweiz, Anteil "sehr/eher einverstanden"



© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008)

Untersuchen wir alle abgefragten Argumente bezüglich der Wirkungskraft auf die Stimmabsicht zum institutionellen Rahmenabkommen, findet sich insgesamt ein sehr ähnliches Wirkungsgefüge, wie wir es für die Schweizer Stimmberechtigten modelliert haben. Die (klar minderheitliche) Ablehnung des institutionellen Abkommens wird hauptsächlich durch das Gefühl eines Knechtschaftsvertrags befördert, während die Zustimmung hauptsächlich die Verhinderung von Risiken und Nachteilen in Zukunft, insbesondere im Zugang zum Europäischen Binnenmarkt beabsichtigt.

Grafik 19

Regression Stimmabsicht institutionelles Abkommen nach Argumenten

Unternehmen in der Schweiz



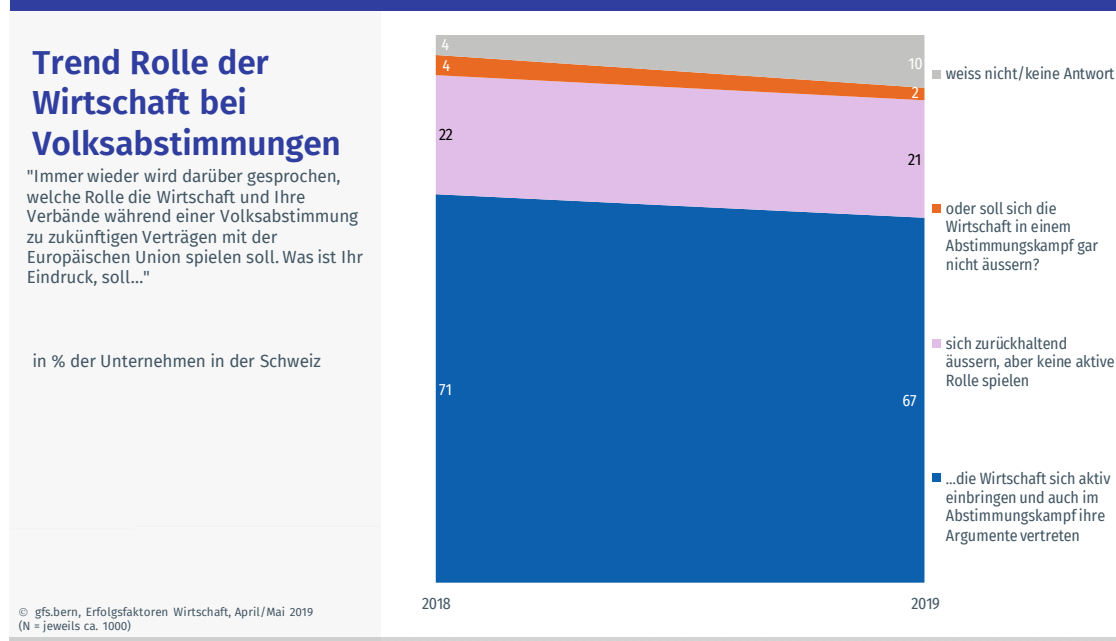
© gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April/Mai 2019 (N = 1008), Erklärungsgrad 53%

Erläuterung: Die eingesetzte Methode der linearen Regression beschreibt das Vorhandensein des Einflusses von unabhängigen Variablen (hier: die Argumente für oder gegen das InstA) auf eine abhängige Variable (Akzeptanz InstA). Anhand der Farbe lässt sich unterscheiden, ob ein Element eher zu einer Zustimmung (blau) oder eher zu einer Ablehnung (orange) führt. Argumente, welche in der Grafik nicht erscheinen, haben keinen Einfluss.

4 Beurteilung Rolle der Wirtschaft

Wie schon im Vorjahr wünschen sich Mehrheiten aus der Schweizer Wirtschaft rund um die schweizerische Diskussion zu Europa ein verstärktes Engagement aus den eigenen Kreisen.

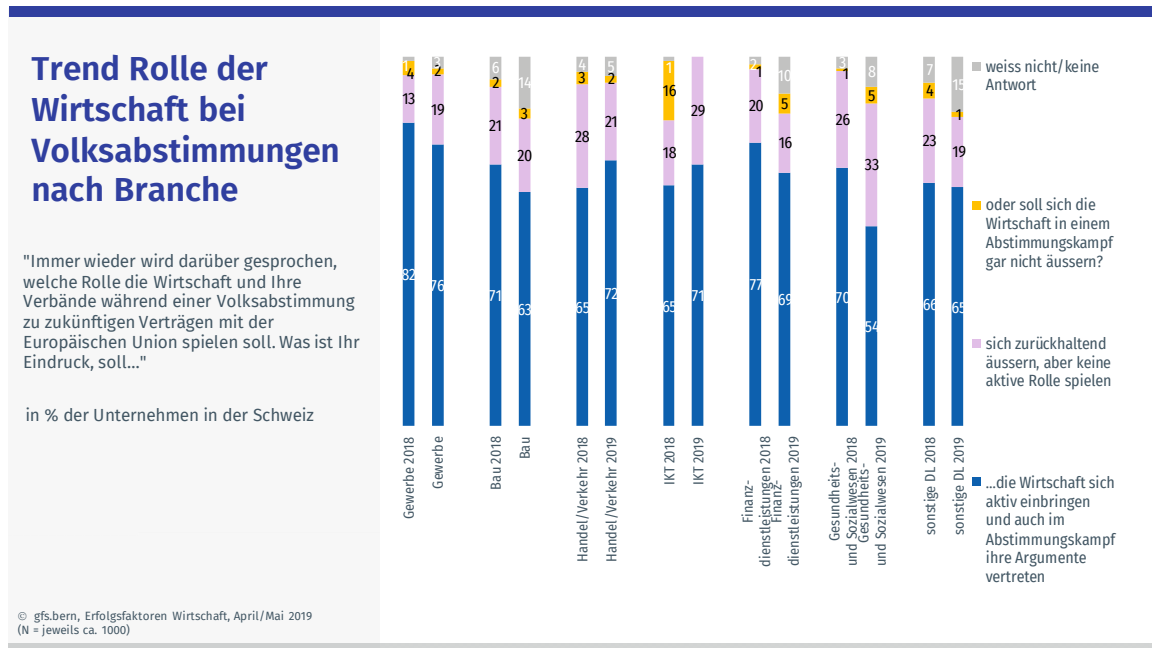
Grafik 20



67 Prozent wünschen ein aktives Engagement der Wirtschaft bis hin zu einem möglichen Abstimmungskampf, während nur 2 Prozent die Gegenposition einnehmen und sich gar kein entsprechendes Engagement wünschen. Auch wenn dieser Wert seit 2018 leicht erodiert ist, zeigt sich damit auch 2019, dass die Wirtschaft nicht nur eine grössere Erwartungshaltung und Nutzensicht gegenüber dem Europäischen Binnenmarkt hat, sondern es für wichtig hält, mit diesen Positionen im öffentlichen Raum verstärkt stattzufinden.

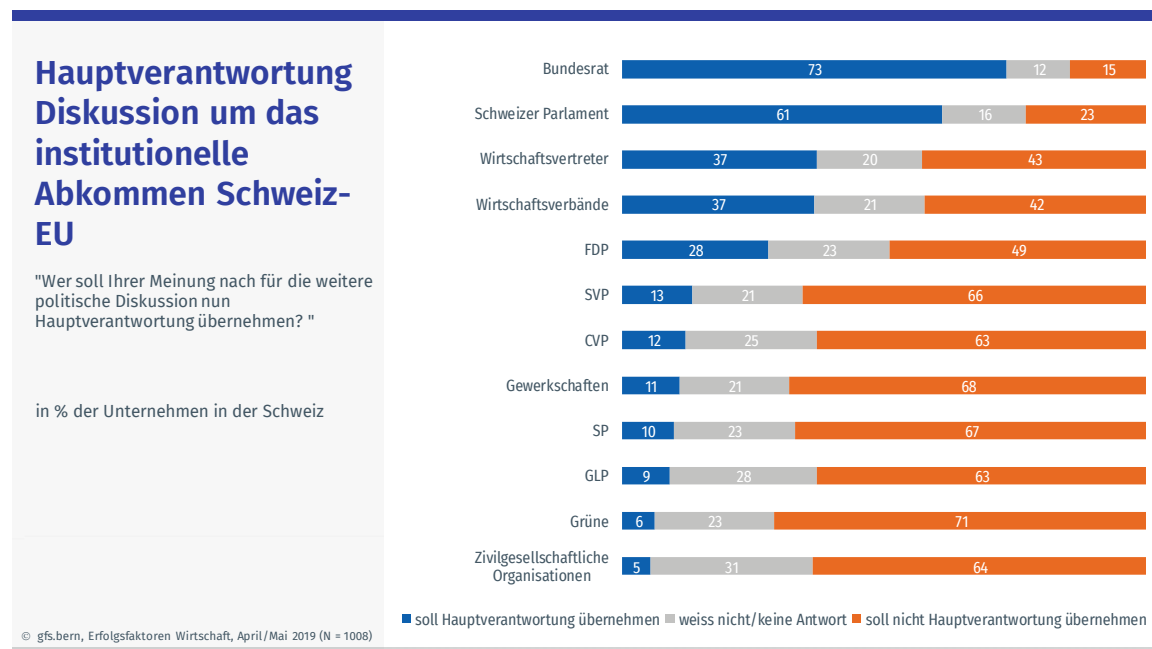
Im Grundsatz findet sich ein solcher Wunsch hin zu aktiverem Verhalten mehrheitlich in allen beobachteten Branchen.

Grafik 21



Bezeichnend ist schlussendlich, in welchem Rahmen die Schweizer Wirtschaft das weitergehende Engagement hin zu einer reformierten Beziehung zur EU ansiedelt:

Grafik 22



Im Zentrum der Verantwortung für den weiteren Prozess stehen aus Sicht der Unternehmen der Bundesrat und das Parlament, assistiert von personalisierten oder organisierten Vertretern der Wirtschaft. Damit sehen die Unternehmen die Elemente eines klassischen legislativen Prozesses inklusive Vernehmlassungsprozess in der Verantwortung – wenn auch die Gewerkschaften aus Sicht der Wirtschaft keine Rolle spielen müssten. Es kann durchaus vermutet werden, dass die Zuordnung der

Hauptverantwortung ein grundsätzliches Vertrauen in den aktuellen Verhandlungs- und Legiferierungsprozess der Schweizerischen Politik spiegelt.

5 Mandat und Datenbasis

Im Auftrag von Alliance Economie-Politique und economiesuisse führte das Forschungsinstitut gfs.bern erneut eine Umfrage zur Europapolitik bei in der Schweiz ansässigen Unternehmen durch. Ziel der Studie ist es, Bedürfnisse und Einschätzungen von Schweizer Unternehmen zur Europapolitik besser zu kennen und sichtbar zu machen. Ein inhaltlicher Schwerpunkt wurde 2019 in Bezug auf die Beurteilung des institutionellen Rahmenabkommens gesetzt.

Befragt wurden Personen mit Geschäftsleitungsverantwortung aus 1'008 Unternehmen mit 20 oder mehr Mitarbeitenden. Als Basis für die Adressziehung wurden sowohl Daten aus dem Betriebs- und Unternehmensregister des Bundes, wie auch Online-Panelisten aus dem gfk-Onlinepanel verwendet (sample only). Die untenstehende Tabelle gibt Auskunft über die wichtigsten technischen Eckwerte der Befragung:

Tabelle 1: Methodische Details

Auftraggeber	Alliance Economie-Politique und economiesuisse
Grundgesamtheit	Unternehmen mit 20 oder mehr Mitarbeitenden, daraus Personen mit Geschäftsleitungsverantwortung
Datenerhebung	Online mit schriftlicher Einladung sowie Online-Panel
Art der Stichprobenziehung	Zufallsstichprobe aus dem Betriebs- und Unternehmensregister, quotiert nach Branche und Grössenklasse nach Sprachregion, Online Panel der Firma gfk Switzerland
Befragungszeitraum	25. April bis 13. Mai 2019
Stichprobengrösse	1'008
Gewichtung	Branche und Grössenklasse interlocked
Stichprobenfehler	±3.2 Prozentpunkte bei 50:50

©gfs.bern, Erfolgsfaktoren Wirtschaft, April-Mai 2019

Die Befragung wurde zwischen dem 25. April und dem 13. Mai 2019 durchgeführt. Die für die Analysearbeiten verwendete Stichprobe wurde nach Unternehmensgrösse und Branche gewichtet. Die statistischen Fehler bei der Stichprobengrösse für die jeweiligen befragten Gruppen betragen:

Tabelle 2: Stichprobenfehler

Ausgewählte statistische Stichprobenfehler nach Stichprobengrösse und Basisverteilung		
Stichprobengrösse	Fehlerquote Basisverteilung	
	50% zu 50%	20% zu 80%
N = 1'000	±3.2 Prozentpunkte	±2.5 Prozentpunkte
N = 600	±4.1 Prozentpunkte	±3.3 Prozentpunkte
N = 100	±10.0 Prozentpunkte	±8.1 Prozentpunkte
N = 50	±14.0 Prozentpunkte	±11.5 Prozentpunkte
Lesebeispiel: Bei rund 1'000 Befragten und einem ausgewiesenen Wert von 50 Prozent liegt der effektive Wert zwischen 50 Prozent ±3.2 Prozentpunkte, bei einem Basiswert von 20 Prozent zwischen 20 Prozent ±2.5 Prozentpunkte. Dabei setzt man in der Umfrageforschung zumeist ein Sicherheitsmass von 95 Prozent, das heisst man akzeptiert eine Irrtumswahrscheinlichkeit von 5 Prozent, dass der nachgewiesene statistische Zusammenhang so in der Bevölkerung nicht vorhanden ist.		

©gfs.bern

6 Anhang

6.1 gfs.bern-Team

	URS BIERI Co-Leiter, Politik- und Medienwissenschaftler, Executive MBA FH in strategischem Management, Donzent am VMI der Universität Fribourg und an der ZHAW Schwerpunkte: Themen- und Issue-Monitoring, Image- und Reputationsanalysen, Risikotechnologien, Abstimmungsanalysen, Kampagnenvorbereitung und -begleitung, Integrierte Kommunikationsanalysen, Qualitative Methoden Publikationen in Sammelbänden, Fachmagazinen, Tagespresse und im Internet
	JONAS PHILIPPE KOCHER Projektleiter, Politikwissenschaftler ✉ jonas.kocher@gfsbern.ch Schwerpunkte: Analyse politischer Themen und Issues, Abstimmungen und Wahlen, Kampagnenvorbereitung und -begleitung, Gesellschaftsthemen, Integrierte Kommunikationsanalysen, Medieninhaltsanalysen, Hochrechnungen, Feldaufträge
	ALEXANDER FRIND Projektleiter, Politikwissenschaftler ✉ alexander.frind@gfsbern.ch Schwerpunkte: Analyse politischer Themen und Issues, Abstimmungen und Wahlen, Gesellschaftsthemen, Medieninhaltsanalysen, Qualitative Methoden

	JOSÉ KRESS Projektassistent, Soziologe Schwerpunkte: Programmierung und Auswertung quantitative Projekte, Modellierungen, Visualisierungen, qualitative Datenanalyse, Lektorate
	DANIEL BOHN Projektmitarbeiter, Fachinformatiker Anwendungsentwicklung Schwerpunkte: Quantitative und qualitative Datenanalyse, Datenaufbereitung, Visualisierung
	NOAH HERZOG Sekretariat und Administration, Kaufmann EFZ Schwerpunkte: Desktop-Publishing, Visualisierungen, Projektadministration, Vortragsadministration

gfs.bern ag
Effingerstrasse 14
Postfach
CH – 3001 Bern
+41 31 311 08 06
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

Das Forschungsinstitut gfs.bern ist Mitglied des Verbands Schweizer Markt- und Sozialforschung und garantiert, dass keine Interviews mit offenen oder verdeckten Werbe-, Verkaufs- oder Bestellabsichten durchgeführt werden.

Mehr Infos unter www.schweizermarktforschung.ch



**SCHWEIZER
MARKTFORSCHUNG**

Kein Verkauf - Wissenschaftlich - Anonym

gfs.bern
Menschen. Meinungen. Märkte.